Pour une bonne retraite (p. 6)

COMMUNISTES

Une riposte de grande ampleur. Mobilisation des communistes (p. 3)

Vidéo

EN DIRECT de la manifestation parisienne du mardi 18 octobre 2022

Dédiabolisation

Alors qu'un député vient de se faire sanctionner par la présidente de l'Assemblée pour avoir qualifié le RN de « xénophobe », on apprend que Beate et Serge Klarsfeld acceptent de se faire décorer par Louis Aliot, maire RN de Perpignan. La bande à Le Pen n'a même plus besoin de faire effort pour se dédiaboliser, d'autres se chargent de le faire. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse :.....€

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

* Agnès Pannier-Runacher

Cliquez pour partager le dessin

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

20 octobre, à partir de 19 h : Conférence-débat Aller chercher l'argent où il est, acte 2 « Une révolution fiscale s'impose : propositions des communistes », avec Nicolas Bonnet Oulaldj et Jean-Marc Durand. Section PCF Paris 13, 75 bd Vincent-Auriol.

20 octobre, à partir de 19 h : Conférence de Bernard Vasseur « Sortir du capitalisme : Actualité et urgence du communisme ». Espace Benoîte-Groult, salle Elle, Quimperlé (29)

21 octobre, à partir de 17h45 : Veillée du Souvenir en hommage aux 48 otages fusillés à Châteaubriant, Nantes ; et le Mont-Valérien le 22 octobre 1941. Monument aux 50 Otages et à la Résistance, Nantes (44)

21 & 22 octobre : Fête des communistes du Bassin cannois : débats, exposition, jeux, stands associatifs... Le vendredi soir, repas à 13 € puis soirée rock. Le samedi, repas à 10 € ou 15 € puis concert. Entrée gratuite. Salle Recroix, Le Cannet (06)

22 octobre, à partir de 17 h : Inauguration de l'exposition L'école et la Résistance, des jours sombres aux lendemains de la Libération (présentée jusqu'au 30 septembre 2023). Musée de la Résistance de Châteaubriant (44)

22 & 23 octobre : Fête de l'Humanité Bretagne : débats, expositions, concerts, avec notamment Gauvain Sers et les Wampas... Pass 2 jours 18 € (22 € sur place), gratuit pour les – de 18 ans. Parc des Expositions de Lorient Agglomération (56)

23 octobre, à partir de 10h30 : Banquet du Patriote Côte d'Azur : débat, puis banquet (18 € adulte, 9 € moins de 10 ans), inscription avant le 19 octobre au 0664921313 ou 0641412005 ou par mail patriotecotedazur@gmail.com

23 octobre, à partir de 13h30 : Hommage aux fusillés de Châteaubriant, Nantes et du Mont-Valérien, détails sur https://www.amicaledechateaubriant.fr/actualite/levocation-de-2022-les-50

29 octobre, à partir de 10h30 : Fête du journal Le Patriote, avec la participation de Fabien Roussel. Débat sur l'avenir industriel et énergétique de l'Ariège puis banquet républicain (participation de 20 €). Salle Aragon, Saint-Jean-du-Falga (09)

5 & 6 novembre : Fête des Allobroges : concerts : Sèbe, Oldelaf et Batlik, débats, exposition, stands… Entrée 2 jours : 18 € en vente militante, 22 € sur Internet, 24 € sur place, gratuit moins de 12 ans. Salle du Scarabée, Chambéry (73)

11 novembre : Hommages à Jean Jaurès : 15 h, concert pour la paix avec le violoncelliste Jacques Bernaert à l'église de Marissel ; puis à 16h15, dans la salle municipale voisine, conférence-débat sur l'actualité des idées et des combats de Jaurès avec Charles Sylvestre, journaliste à *l'Humanité*. Beauvais (60)

19 & 20 novembre : Fête de l'Humanité Normandie : musique, culture, politique, convivialité et rencontres. Spécialités culinaires normandes, débats, village associatif et concerts de Fianso, Les Négresses Vertes et Poupie. Bon de soutien à 15 € en vente auprès des fédérations et des sections de Normandie. Parc des Expositions, Rouen (76)

21 novembre, à partir de 19 h : Formation Fil Rouge : Laurence Cohen, sénatrice, présentera en visio le rapport sénatorial sur l'industrie pornographique. ID de réunion : 832 7500 4098, code secret : 416311

3 & 4 décembre : Conseil national : vote du projet de base commune, adoption de la commission des candidatures

8 janvier : Date limite de dépôt des textes alternatifs

27, 28 & 29 janvier : Vote des communistes pour le choix de la base commune

4-5 et 11-12 mars : Congrès de section

18-19 et 25-26 mars : Congrès des fédérations

7, 8, 9 avril : CONGRÈS NATIONAL

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE :

CONFÉRENCES avec Emmanuelle Polack sur « Rose Valland, la dame du Jeu de Paume », à Bourges (18), le 13 octobre ; « Éducation : quels combats pour quelle société ? » avec Sigrid Gerardin, Marine Roussillon et Paul Devin, organisée par le PCF Paris 20, le 13 octobre ; « Quel sens donner au travail ? », avec Valère Staraselski, Frédérique Debout et un·e représentant·e du PCF, à Creil (60), le 14 octobre ; de Jean Quétier sur « Karl Marx, une pensée pour agir au présent ? », à Montauban (82), le 19 octobre

FÊTE de la Fraternité, à Châtellerault (86), le 15 octobre

Mobilisation des communistes

Après la mobilisation du 29 septembre initiée par les organisations syndicales, un mouvement social d'ampleur est en train de se développer dans le pays. Extraits de l'adresse de Fabien Roussel aux communistes.

Le mouvement de grève des salariés des raffineries et dépôts d'Exxon et de TotalEnergie pour obtenir l'augmentation de leurs salaires est bien sûr la face la plus visible de ce mouvement, qui existe en réalité dans bien d'autres secteurs (distribution, énergie, transports publics, etc.).

Depuis le début de cette grève, notre parti et ses parlementaires se sont mobilisés pour soutenir cette lutte, symbolique à bien des égards.

Elle concerne en effet des multinationales qui affichent des profits insolents (18 Mds pour le seul 1er semestre 2022 s'agissant de TotalEnergie), distribuent des dividendes supplémentaires (2,6 milliard d'acompte versés par Total à ses actionnaires), alors même que notre pays, les familles, les collectivités et les petites entreprises subissent la violence de l'explosion des prix des carburants et de l'énergie.

Le pouvoir, par médias interposés, a tenté de discréditer le mouvement des salariés de la pétrochimie, en relayant les mensonges de la direction de Total sur le niveau des salaires des raffineurs.

La réalité, je l'ai dit à l'Assemblée nationale, c'est que nombre de salariés de ces raffineries ont des niveaux de salaires très faibles, compris entre 1 400 et 2 500 euros net.

L'ensemble des salariés de la pétrochimie ont donc raison d'exiger leur dû : un salaire décent, conforme à leurs conditions de travail et à leurs besoins pour vivre dignement alors que tous les prix explosent.

C'est aussi l'exigence d'une plus juste et plus efficace orientation des richesses qu'ils créent par leur travail, alors que des milliards d'euros sont aujourd'hui gaspillés au profit des actionnaires.

Pour se rendre compte de la crédibilité de leur revendication, les 2,6 milliards de dividendes versés comme acomptes en 2022 correspondent à une augmentation de 300 euros pour les 35 000 salariés du groupe TotalEnergie en France… pendant 12 ans !

Du Président de la République et du gouvernement à la droite jusqu'au Rassemblement national, toutes les forces réactionnaires se mobilisent pour mettre en cause la légitimité de cette grève et opposer les salariés entre eux. Pire, plus soucieux des bénéfices des pétroliers que de l'intérêt général et de celui des salariés, ils préfèrent réquisitionner les salariés pour briser ce mouvement.

Dans cette situation, la CGT appelle à une riposte de grande ampleur et propose de faire du 18 octobre une nouvelle étape d'une mobilisation des salariés dans toutes les entreprises.

À l'image des initiatives par plusieurs fédérations qui se sont rendues sur les sites de Total et Exxon soutenir les grévistes, j'appelle l'ensemble du Parti, de ses adhérent·e·s et de ses élu·e·s à se mobiliser partout dans le pays :

- Pour soutenir les raffineurs et leur lutte, comme tous les salariés également mobilisés pour les salaires et l'emploi, notamment avec des mouvements de grève et d'occupation ;
- Pour organiser des caisses de soutien financier aux grévistes ;
- Pour porter partout l'exigence d'une conférence salariale visant à une augmentation générale des salaires ;
- Pour faire grandir l'exigence de nouveaux pouvoirs d'intervention des salarié·e·s sur les choix des entreprises et la sécurisation de l'emploi et de la formation. ✪

Fabien Roussel
secrétaire national

Une bonne retraite

Dans la vie de tous les jours, quand il est question des retraites, et alors qu'un Français sur deux et les trois-quarts des 50-64 ans ont déjà effectué une simulation sur leur âge de départ à la retraite, deux questions sont le plus généralement posées :
- « Quand pourrai-je prendre ma retraite, à quel âge ? »
- « Quel sera le montant de ma pension ? »

La jeune génération ne se pose le plus souvent aucune des deux - ou malheureusement pas assez - ; tout comme les travailleurs ubérisés. Quand ils se projettent et qu'ils imaginent ce que pourrait être leur vie après le travail, ils doutent de la possibilité de bénéficier de notre système de retraite qui doit garantir « un niveau de vie satisfaisant, sécurisé et anticipé ». Quant aux retraités, beaucoup d'entre eux s'inquiètent de l'évolution de leur pension dans les années à venir.

De contre-réformes en contre-réformes au cours des trente dernières années, le pessimisme sur notre système de retraites s'est installé. Mais en comparaison avec d'autres pays européens, la population française refuse à une très forte majorité (les trois quarts) le recul à 65 ans de l'âge du départ à la retraite.

On ne le dira jamais assez, il existe toujours une passion française pour l'égalité et pour la justice sociale. Cette passion a survécu, malgré la démolition sociale du rouleau compresseur libéral qui a tant abimé le pays et fracturé notre société, malgré un climat idéologique et politique qui peut aller au pire. Cette passion a eu des années funestes et des printemps pourris, pour paraphraser le poète, mais elle est toujours là. Dans les enquêtes d'opinion, une majorité de personnes juge par ailleurs qu'une réforme est nécessaire du fait des inégalités face à la retraite, notamment en ce qui concerne les inégalités entre les femmes et les hommes.

Dans un rapport présenté au CEN le 10 octobre dernier, Olivier Dartigolles, animateur du groupe de travail sur le dossier des retraites, a exposé la campagne du PCF pour « une bonne retraite ». Les retraites sont un bien commun, un bien social commun dans la filiation directe du Programme des jours heureux du Conseil national de la Résistance. C'est de cela dont le macronisme, la droite et l'extrême droite ne veulent pas. Les ressources de la protection sociale et des caisses de retraites sont celles qui sont créées par ceux qui travaillent.

Une réforme pour une bonne retraite est possible et nécessaire.

Le programme présidentiel des « jours heureux » proposait « une loi pour rétablir la retraite à 60 ans à taux plein avec une pension à 75 % du revenu net d'activité. Dans le privé sur les 10 meilleures années ; pour le public, un droit d'option la plus favorable entre les dix meilleures années de salaires avec les primes, ou les six derniers mois de traitement indiciaire ; un départ à 60 ans avec une pension à taux plein garanti pour une carrière complète, allant de 18 à 60 ans, avec une prise en charge des cotisations pour les périodes de non travail (chômage, formation, études, congé parental, maladie, invalidité) ; des départs anticipés pour les personnes exerçant des métiers pénibles ou ayant des carrières longues ».

En février 2020, Pierre Dharréville et le groupe à l'Assemblée nationale ont déposé une proposition de loi « pour une retraite universellement juste ».

Pour une telle réforme, il faut dépenser plus pour les retraites. Avec deux mesures centrales : **un prélèvement sur les revenus financiers des entreprises** pour les dissuader de placer leurs profits en titres financiers et les pousser à les utiliser ; plutôt, pour des investissements porteurs d'emplois et d'efficacité économique **moduler les cotisations patronales** pour agir sur les entreprises et changer leur relation à l'emploi.

Si le pouvoir ne retire pas sa réforme pour imposer un recul de l'âge de départ, le PCF propose que l'avenir des retraites soit décidé par un référendum. C'est au peuple de décider. Et c'est d'autant plus important que le débat sur les retraites est étroitement lié aux questions décisives de l'emploi, du travail, des conditions de travail et de son sens, des salaires, de la création et de la répartition des richesses.✪

L'appel des maires et élu•e•s locaux

« Monsieur le Président de la République, nous ne pourrons plus payer »

Nous ne pourrons pas payer les conséquences de l'ouverture au marché de biens essentiels comme l'électricité et le gaz. Au nom des services publics que nous mettons en œuvre au quotidien dans l'intérêt de nos concitoyen.ne.s que nous ne réduirons pas, notre responsabilité nous amène à refuser les augmentations des factures d'électricité et de gaz.

L'irresponsabilité n'est pas chez les Maires, les élu·e·s, qui ont le souci quotidien de la réponse aux besoins des habitant.e.s, mais chez les Gouvernements qui ont décidés de nous contraindre à des appels d'offres pour acheter l'électricité et le gaz sur les marchés. Les collectivités locales sont en première ligne pour répondre aux crises sanitaires, mais ce sont aussi des espaces d'innovation politique, démocratique. Dans nos villes, nos EPCI, nos départements, nos régions, nous n'avons pas attendu les appels de votre gouvernement pour investir dans la transition écologique. L'isolation thermique de nos bâtiments, des logements, pour faire des économies d'énergies dans le souci de la préservation de notre planète est ancré dans nos préoccupations. Mais comment poursuivre nos investissements avec des finances locales mises à mal par la quasi disparition de la dotation globale de fonctionnement.

Alors que nous travaillons à la réduction des dépenses énergétiques dans un souci économique et écologique, nos factures vont augmenter du seul et unique fait de la spéculation boursière. La Présidente de la Commission européenne, Madame Ursula Von Der Leyen, reconnaît que « *La flambée des prix montre clairement les limites du fonctionnement actuel du marché* ». En réponse à la hausse des dépenses d'énergies, nous ne demandons pas à l'État d'aides financières mais simplement le retour au tarif régulé.

Le saupoudrage n'endigue pas les difficultés ni pour les collectivités, ni pour nos concitoyen.ne.s, ni pour les entreprises. Madame la Première ministre a annoncé une augmentation pour l'ensemble de la population des prix du gaz et de l'électricité en 2023. C'est insupportable.

Monsieur le Président de la République, nous appelons à :

- Sortir le gaz et l'électricité du marché et fixer les prix en fonction de la réalité des coûts de production par EDF
- Permettre aux collectivités de bénéficier du tarif réglementé pour ne plus être soumises au marché
- Bloquer le tarif réglementé de l'électricité et du gaz
- Reconnaitre l'électricité et le gaz comme des biens de première nécessité, et interdire les coupures
- Mettre en place d'un bouclier tarifaire pour les collectivités les plus pauvres elles aussi victimes, comme nos concitoyens d'une certaine précarité énergétique

Les premiers signataires :

L'élevage : un atout français à valoriser

L'élevage français, avec ses systèmes herbagers, doit être défendu face à la libéralisation des marchés, la poursuite des accords de libre-échange, une concurrence mondialisée profitant aux géants de l'agroalimentaire, de la grande-distribution et de la finance. Ainsi des protections nouvelles et des outils publics de régulation s'imposent afin de préserver et renforcer la qualité des productions françaises.

Présent pour la deuxième année consécutive au sommet de l'élevage à Clermont-Ferrand, Fabien Roussel, entouré des parlementaires communistes André Chassaigne, Cécile Cukierman et Yannick Monnet, a multiplié les rencontres. Les échanges, spontanés et sans tabou ont d'abord porté sur les difficultés liées à la sécheresse et à la flambée des prix, car l'étau financier continue de se resserrer : nombre d'éleveurs sont contraints de se séparer d'une partie de leur cheptel et envisagent même d'opter pour des cultures céréalières.

La proximité et l'accessibilité de Fabien Roussel séduisent incontestablement les travailleurs de la terre.

Loin des discours simplistes, le secrétaire national du PCF, comme ses collègues parlementaires, affronte la complexité de leurs problèmes : gestion de la ressource en eau, utilisation des engrais et des pesticides, difficultés de transmission des exploitations dont le nombre a reculé d'un quart en 10 ans.

Fabien Roussel l'affirme haut et fort : la souveraineté alimentaire de la France n'est pas une option, c'est une obligation au regard des enjeux sanitaires, écologiques, sociaux, économiques et d'aménagements du territoire. Nos paysans doivent être protégés et encouragés dans une vocation exigeante mais qui peut devenir un modèle d'épanouissement pour les générations futures.

Défendre l'élevage français impose :

- de renforcer le cadre législatif pour que l'État s'engage davantage dans le contrôle de la filière agro-alimentaire, empêcher les marges abusives et garantir des prix rémunérateurs. Une conférence permanente permettrait d'ajuster en continu les indicateurs de coûts de production et les prix de référence au regard de l'explosion des prix de l'énergie et des intrants, mais aussi de déterminer des prix planchers en amont des négociations commerciales annuelles ;
- d'arrêter les accords de libre-échange pour mettre en place un cadre réglementaire européen reposant sur des principes de réciprocité et d'égalité des normes pour stopper les concurrences déloyales.

Pour toutes et tous, le droit de manger sain et à sa faim.

L'accès, chaque jour, pour 67 millions de Français, à une alimentation de qualité, équilibrée et nutritive implique :

- de favoriser les productions françaises et sous le signe de qualité dans la commande publique ;
- de fixer des objectifs de recours aux productions françaises dans la restauration hors-domicile et l'étiquetage obligatoire de l'origine pour tous les produits ;
- de mettre en place un fonds alimentaire national au service des collectivités afin d'améliorer les restaurations scolaire et collective tout en assurant les débouchés à nos productions locales et de qualité.

Des parlementaires qui agissent au service des agriculteurs et de la nation.

Fabien Roussel, à l'unisson de l'ensemble des élus communistes, est déterminé à défendre les droits des agriculteurs au Parlement avec :

- le renforcement des lois Chassaigne pour qu'aucune retraite agricole ne soit inférieure à 85 % du Smic et atteigne, à terme, le niveau du régime commun ;
- la création d'un vrai régime public et universel d'assurance contre les aléas climatiques, sanitaires et environnementaux incluant toutes les productions (notamment les pertes fourragères dans les filières d'élevage), toutes les pertes liées aux risques sanitaires et environnementaux (maladies infectieuses et animales, contaminations, espèces invasives, prédations...) ;
- la tenue d'une Conférence européenne sur la souveraineté alimentaire pour protéger les productions européennes et françaises dans un contexte géopolitique instable.

Faire mieux résonner les attentes des consommateurs avec les aspirations du monde paysan, voilà une belle manière de cultiver les jours heureux.✪

Julien Brugerolles
député suppléant
d'André Chassaigne

Découvrez Le « Fil Rouge » !

Le développement et l'appropriation collective ces deux dernières années des outils numériques de réunions a offert de nouvelles perspectives d'échanges entre communistes. Nous avons réussi pendant cette période à mettre les nouvelles technologies au service de discussions collectives embrassant l'ensemble du territoire.

Le secteur formation du PCF a alors réfléchi à créer un nouveau format destiné à faire perdurer des temps réguliers de réflexion entre les camarades de toute la France. Nous l'avons élaboré avec plusieurs objectifs clairs : une égalité territoriale d'accès à la formation, une accessibilité universelle du contenu de formation (quel que soit le niveau de formation des camarades), une réaction aux questions d'actualité sur lesquelles nous avons une analyse politique communiste mais aussi une exigence d'approfondissement de notre projet de société.

Ces moments de formation, mensuels, seront donc toujours en visio et parfois couplés en présentiel. Les liens de connexion visio sont envoyés par la vie militante et une page facebook a été créée pour faire connaitre ce nouveau support.

Nous avons commencé par le thème « Alimentation durable, écologie et pouvoir d'achat » avec Juliette Ryan, Charlotte Balavoine et Olivier Morin. Nous avons ensuite parlé de la Sécurité Emploi Formation avec Frédéric Boccara, Denis Durand et Thalia Denape. Après une pause estivale, le Fil Rouge est revenu pour traiter de la montée de l'extrême droite en Italie avec Gaël De Santis le 12 octobre à 19 h. Le 21 novembre, Laurence Cohen reviendra sur le rapport sénatorial relatif à l'industrie pornographique. ✪

Wirden Shirley

Infos congrès

Le site Internet du congrès vous permet d'ores et déjà de contribuer au 39e congrès :
https://congres2023.pcf.fr

Dans son rapport, Fabien Roussel appelle notamment à faire le bilan de la séquence électorale et pointe trois enjeux pour le Congrès : agir pour "le renouveau du communisme français pour relever les défis de la période" ; travailler aux initiatives politiques à développer pour "construire un mouvement populaire majoritaire" ; et "la question du fonctionnement et du renforcement de notre parti", qui est notre outil commun pour mener ces initiatives. Il appelle également dans son rapport à "évaluer collectivement nos statuts, plus généralement nos modes de fonctionnement à tous les niveaux, pour déterminer les évolutions nécessaires au déploiement et au renforcement de notre parti." ✪

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Une délégation du MJCF en Palestine et en Israël !

Le MJCF organise une délégation en Palestine et en Israël d'une dizaine de jours à compter de fin octobre. Cette délégation s'inscrit dans la campagne du MJCF pour la reconnaissance de l'État de Palestine par la France.

Le peuple palestinien subit la colonisation et la stratégie d'expansion menée par Israël depuis 70 ans, à rebours du droit international. Alors que le peuple palestinien a besoin d'actes forts, l'inaction de certaines diplomaties comme la France participe à l'impunité dont bénéficie Israël. L'incarcération de Salah Hamouri le montre particulièrement.

L'objectif de la délégation est de nous rendre compte de ce qui se passe sur le terrain, à la fois sur les territoires palestiniens, mais aussi en Israël qui sera en pleines élections législatives. L'instabilité politique est forte, les effets de la pandémie sont présents.

Les visites, les échanges avec nos partenaires, tant en Palestine qu'en Israël, nous permettront de percevoir l'avancée de la colonisation, la réalité de l'apartheid ainsi que les résistances.

La délégation est composée de 11 camarades issus de 11 fédérations du MJCF. Ils réaliseront des retours dans toute la France à compter de 2023 pour faire vivre la voix du peuple palestinien et alimenter la campagne internationale du Mouvement.

Un tel voyage est enrichissant pour les jeunes qui partent, pour celles et ceux qui nous rencontrent sur place, mais également pour celles et ccux qui vivront le voyage à travers les retours qui seront organisés.

Un tel voyage a un coût. N'hésitez pas à faire un don au Mouvement jeunes communistes de France pour participer à faire vivre la solidarité internationale.

Jeanne Péchon

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec, Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

La coupe du monde de football au Qatar

L'idée du boycott du mondial de football au Qatar, qui débutera le 20 novembre, fait débat dans les opinions publiques européennes. Pour ces compétitions mondialisées, cela ne constitue en rien une nouveauté. Lors de la coupe du monde de 1978 en Argentine, les sélections étaient restées insensibles au coup d'État de R.J. Videla quelques mois plus tôt. De toute évidence, le boycott sportif, qui n'est plus dans l'ère du temps et que personne ne réclame vraiment, n'aura pas lieu et une défection significative des amateurs est peu probable.

Pour autant, les protestations vont bon train car les raisons du malaise sont bien réelles, même si elles ne sont pas dénuées d'arrière-pensées. Les récriminations sont surtout le fait des Européens et des États-Unis. Coiffé sur le poteau par Doha, Washington a été à la pointe du combat judiciaire pour dénoncer le « Qatar gate », une attribution scandaleusement frauduleuse. Ces oppositions ne sont donc pas universelles. Ce flot de critiques, perçues comme arrogantes, passe mal auprès d'une population qui attend avec enthousiasme l'événement et ce n'est pas sans fierté que pour la première fois un pays arabe accueille une telle manifestation.

Les détracteurs s'indignent de ce choix dans ce petit pays récent qui utilise le sport pour exister sur la scène internationale mais qui ne dispose d'aucune tradition footballistique. De tels reproches ont eu cours lors des mondiaux organisés conjointement par le Japon et la Corée du Sud ou bien par l'Afrique du Sud à qui on reprochait le manque d'infrastructures. Cette option correspond surtout à la stratégie de la FIFA qui entend étendre son empire, quelles qu'en soient les conditions.

D'autres problèmes plus fondamentaux ont surgi.

Le sort des travailleurs immigrés, qui représentent les deux tiers de la population, a suscité beaucoup d'émotion. The Guardian, en février 2021, a évoqué les conditions de travail indignes et la mort de 6 500 travailleurs, sur dix ans, sur l'ensemble des chantiers des infrastructures du Qatar dont ceux consacrés au Mondial. Chaleurs d'étés, cadences infernales, absences de sécurité expliquent ces hécatombes, même si les travailleurs employés sur les chantiers sportifs ont bénéficié de conditions de travail bien supérieures par rapport aux autres immigrés venus du Népal, du Pakistan, du Bangladesh ou d'Inde. Ces hommes et ces femmes ne disposent d'aucun droit politique, syndical, social, ni d'aucune perspective d'intégration. L'État qatari porte une lourde responsabilité dans cette situation aux côtés des agences de placement qui présurent les travailleurs immigrés, ainsi que les nombreuses entreprises étrangères, notamment françaises, qui en profitent largement. Les firmes françaises ont obtenu une part non négligeable des 220 milliards de dollars investis dans le plan de développement 2030 du Qatar qui comprend des stades et beaucoup d'autres aménagements. Ainsi Vinci a participé à la construction du métro de Doha, Alstom au tramway, et la RATP gère deux systèmes de transport.

Longtemps dans le déni, après des années d'atermoiements, les autorités qataries ne pensaient pas que les regards se concentreraient sur cette situation. Si des milliers de travailleurs continuent à souffrir d'exploitation et d'abus infernaux, sous la pression des opinions publiques et des ONG le Qatar a lancé, selon l'OIT, de maigres réformes qui suscitent la colère du patronat local : création d'un salaire minimum et démantèlement de la kafala qui soumettait le travailleur au bon vouloir de son employeur. Si ces avancées sont modestes et loin d'être appliquées, elles sont sans équivalent dans les pays du Golfe.

Notons tout de même qu'une partie de ceux qui s'émeuvent avec véhémence du sort des immigrés vivant au Qatar sont parfois moins volubiles sur le sort des migrants à Taïwan, à Hong Kong, à Singapour, ou bien ceux qui par milliers meurent en Méditerranée.

Une autre critique qui contribue à gâcher les préparatifs de la fête concerne la climatisation des stades et les déplacements de spectateurs qui résideront en Arabie saoudite ou aux Émirats arabes unis, soit 1 600 atterrissages quotidiens. Alors que les préoccupations environnementales et le réchauffement climatique sont au cœur des enjeux et que les mentalités y sont de plus en plus sensibilisées, cette gabegie économique et écologique, sous la pression des organisations sportives, la cupidité des sponsors ou des annonceurs publicitaires, marquera une nouvelle étape dans le désaveu des grands événements sportifs.

L'indignation est cependant à géométrie variable car peu de voix se sont fait entendre sur l'attribution conjointe du mondial 2026 au Canada, au Mexique et aux États-Unis durant lequel les déplacements aériens et de supporters seront infiniment plus nombreux. De toute évidence, le bilan carbone neutre n'est pas au centre des préoccupations de la FIFA ou du CIO. Quant à l'attribution des jeux d'hiver panasiatiques de 2029 à l'Arabie saoudite, cela ne suscite guère de remous dans la mesure où les dirigeants occidentaux ne souhaitent pas indisposer Mohammed Ben Salman. Ce véritable affront à l'environnement se déroulera dans la cité futuriste de Neom, avec exclusivement de la neige artificielle, non loin de l'Égypte où se tiendra la prochaine Cop 27

Enfin le Qatar, particulièrement sourcilleux sur le conservatisme politique, religieux et social, ne respecte pas les droits humains et plus particulièrement à l'égard des femmes et de la communauté LGBT. En dépit de progrès importants comme le droit de vote et d'éligibilité, le taux de scolarisation et de diplômées, les femmes font face dans tous les aspects de la vie à des discriminations qui alimentent les violences.

Dans leur grande majorité, les ONG de défense de l'environnement et des droits humains veulent profiter de l'événement pour porter un message et exercer des pressions sur le gouvernement du Qatar. La montée des appels au boycott inquiète les autorités qataries, tandis que le refus d'installer des écrans géants dans certaines municipalités suscite de l'agacement contre notre pays.

Si les atteintes aux droits humains provoquent une juste indignation, elles ne doivent pas être un prétexte pour exprimer des ressentiments à l'égard du monde arabe. Et si le Qatar est si repoussant, il faudrait renoncer à ses investissements dans les entreprises du CAC 40, refuser de lui acheter du pétrole et du gaz et de lui vendre par exemple des Rafale et des Airbus.

Quant aux compétitions mondialisées, qui prétendent incarner la vitrine du sport, elles ne peuvent servir de prétexte aux violations des droits humains et aux atteintes graves à l'environnement.

À l'image des femmes qataries qui dénoncent avec courage la domination patriarcale et les violences dont elles sont victimes sur les réseaux sociaux, notre responsabilité est d'être aux côtés de ceux qui se battent contre toutes les formes de domination, contre la loi de l'argent et le capitalisme qui brutalisent les individus et détruisent la planète. ✪

Pascal Torre
responsable-adjoint du secteur international
en charge du Maghreb et du Moyen-Orient